



## **Exigeons le maintien du service public des Finances de proximité !**

Les organisations syndicales **CGT, FODGFIP** et **SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES** appellent les Agents des Finances Publiques à se mettre en grève le 26 janvier 2016 prochain contre les suppressions d'emplois qui amènent au démantèlement de leur administration.

La fiscalité est un domaine complexe. Cette mission ne peut pas avoir uniquement un caractère répressif. Le rôle du service public des Finances est d'abord d'expliquer, d'aider les usagers, d'être à leur écoute, d'apporter des réponses aux questions posées, dans cette période de grave crise économique et sociale.

Aujourd'hui, pourtant ce service public est tellement malmené que son existence même est en danger.

Depuis une dizaine d'années dans le département de l'ORNE, les différentes politiques d'austérité ont eu pour conséquence la fermeture de nombreuses trésoreries :

- Ecouché,
- Carrouges,
- Le Mêle sur Sarthe,
- Nocé,
- Rémalard,
- La Ferté Fresnel,
- Le Merlerault,
- Tourouvre,
- Longny-au-Perche,
- Moulins-la-Marche,
- Passais-la-Conception,
- Tinchebray,
- Trun,
- Athis-de-l'Orne,
- Mortrée.
- Le Theil



**Dans un futur proche,** que deviendront certains petits centres des Finances Publiques, comme Domfront, l'Aigle ou la Ferté-Macé, Vimoutiers, Bellème, Briouze et pourquoi pas l'ORNE en tant que département, qui sait ???

Depuis le début de l'année 2015 dans le département de l'Orne, les différents services des Finances Publiques ne sont plus ouverts de manière permanente au détriment du service au public.

Par conséquent, les services téléphoniques ne sont quasiment plus accessibles et les temps d'attente au guichet ont littéralement explosé en période de pointe (en particulier lors de la période de dépôt des déclarations des revenus, pour des demandes de délais de paiement et de remises gracieuses etc....).

Les décisions prises sont de nature à rendre l'accès au guichet plus difficile pour les usagers-contribuables. Il faut « désintoxiquer l'usager du guichet » voir lui en interdire l'accès, mettre en place de gros centres d'appels téléphoniques et rendre les démarches administratives par internet au fil du temps obligatoires.

Dans un futur très proche, la mission d'accueil de proximité ne pourra plus être assurée, les agents seront de moins en moins disponibles, la qualité du service se dégradera.

**L'usager paiera la facture de l'éloignement géographique des services.**

**Les usagers des services des Finances Publiques du département de l'Orne vont-ils devenir des citoyens de seconde zone ???**